

Qui sont les "jeunes associations" ?

Philippe GONTIER *

Jeunes associations : une dénomination qui regroupe un paysage associatif hétérogène (de jeunes, de femmes, de "communautés", ou d'habitants) mais caractérisé par une relative autonomie par rapport à la vie associative classique, par son inscription dans un environnement d'habitat social, et par une forte présence d'un public issu de l'immigration. Un appel à considérer ces jeunes associations "comme de vrais partenaires sociaux pour construire de nouvelles formes de citoyenneté".

Au début des années 80(1), la vie associative française s'est enrichie d'un nouveau courant dénommé "jeunes associations" en région Rhône Alpes.

Un recensement effectué en 1994(2), par l'ADATE sur le département de l'Isère, ainsi que l'édition d'un annuaire des "jeunes associations en Isère" réactualisé en 1997, nous ont permis de mieux cerner le contour de ce mouvement associatif. Ce recensement non exhaustif nous a permis de repérer et d'identifier 160 "jeunes associations" en Isère. Les jeunes associations ne sont toutefois pas faciles à définir, car elles ne recouvrent pas un mouvement associatif homogène.

En grande majorité, ces associations ont pour environnement les quartiers d'habitat social. Les acteurs qui créent ces associations sont souvent confrontés à une situation d'exclusion sociale et économique, ils réagissent également à l'image renvoyée par l'environnement médiatico-politique sur les quartiers "dits fciiles" et les populations qui les peuplent.

La grande majorité du public composant les jeunes associations est issu de l'immigration, et est bénévole. Pour beaucoup, l'espace associatif est vécu comme le seul instrument disponible permettant d'exprimer ces voix, afin d'exister socialement, d'être reconnu, de mettre à jour les difficultés de vie dans les quartiers et de favoriser l'expression des habitants les plus démunis.

Toutefois, ce cadre est souvent sursésumé quand au pouvoir de reconnaissance qu'il confère, mais il reste un espace qui redonne un peu de sens à la vie des gens. Même si les fondements, l'histoire, le fonctionnement, le champ d'intervention peuvent distinguer les "jeunes associations", une motivation de fond semble être parta-

gée : il s'agit du souci d'améliorer le milieu de vie quotidien des habitants.

Tentatives de classification par champ

Au-delà de ces traits quelque peu généralistes, on pourrait s'aventurer à classer les "jeunes associations" en les regroupant dans différents champs. Cette classification restera toutefois aléatoire, car le mouvement n'est pas homogène et l'identification non exhaustive. Quatre champs peuvent se distinguer :

1. Des associations de jeunes qui souhaitent agir sur leur territoire. Ces associations sont directement liées au mouvement des années 1980(1). Elles souhaitent souvent réagir à des difficultés sociales, au manque ressenti, au sentiment d'abandon... Elles se situent souvent en réaction, parfois en opposition ou en concurrence avec les structures sociales établies qu'elles jugent incapables de répondre à leurs préoccupations, leurs problèmes.

Ces groupes souhaitent passer très rapidement du constat, de l'idée, à l'action et bousculent en cela les institutions, les acteurs politiques et sociaux. Leur demande est souvent liée à la volonté d'avoir un lieu pour soi, de sortir du quartier, de pratiquer une activité, d'aider les enfants, de revaloriser l'image des jeunes et du quartier, de pouvoir s'exprimer, d'avoir du boulot... L'association est souvent portée par un leader, l'organisation interne ne correspond pas au "modèle républicain de représentation pyramidale" couramment admis comme référence de l'organisation démocratique d'une association. Ici, le leader est souvent une personne reconnue dans le quartier de par son charisme, son histoire, son altruisme, ses convictions... Il mobilise les adhérents, les consulte dans des espaces-temps informels : montée d'im-

* Chargé de mission, ADATE Nord-Isère

meuble, quartier... L'organisation démocratique ressemble donc à un forum, une sorte "d'agorospace", le leader est le porte-parole. En ce sens la construction collective de l'organisation n'est pas facile, mais la démocratie est respectée, car le leader mobilise autour d'actions tant que celles-ci sont consensuelles et reconnues par la population. Ces associations sont peu pérennes car ce qui fait leur force (capacité d'agir et de réagir rapidement) fait aussi leur faiblesse ; elles arrivent difficilement à concevoir leur action dans le temps et ont en général peu de moyens. Dans les cinq dernières années on peut noter une poussée des associations de jeunes se créant pour mener un projet culturel autour du mouvement Hip Hop (Tag, Rap, Graf...). Ici la demande paraît moins réactive et militante, car le milieu culturel accepte semble-t-il ces expressions, mais le besoin d'indignation, d'existence sociale, d'expression est le même.

2. Des associations de femmes qui souhaitent rompre leur isolement et se questionnent sur les difficultés de vie.

La volonté est souvent de se retrouver entre femmes pour passer un moment convivial, parler des problèmes de vie quotidienne, mettre en place des petites activités pour s'occuper ou gagner un peu d'argent, apprendre le français, parler des difficultés des jeunes ou des enfants.... Ces associations regroupent des femmes de même origine qui ont eu des difficultés à s'intégrer individuellement dans les structures sociales existantes : activité trop chère, on ne se sent pas à son aise... Ces associations sont souvent très peu structurées car c'est le fait d'être ensemble qui prime sur le projet social et l'organisation collective. Lorsque l'association arrive à se pérenniser, elle se structure et s'organise, l'action engagée s'ouvre à la vie sociale. Les projets sont souvent liés à la solidarité entre femmes de différentes origines, la création d'emplois pour les femmes, l'action pour favoriser la réussite scolaire des enfants, le souci d'aider les enfants et les jeunes. Le nom même de l'association renvoie à un message d'espoir, de solidarité, d'ouverture : "Femmes solidaires", "El Amal" (espoir), "Association des femmes actives"...

3. Des associations communautaires

(3) qui se regroupent autour d'affinités ethnique et culturelle. La démarche de

constitution s'appuie en général sur le socle communautaire avec de fortes références identitaires, d'ailleurs le titre de l'association mentionne souvent la nationalité de ses membres. Leur action repose le plus souvent sur la transmission de la langue aux enfants, la solidarité entre les membres de la communauté, la convivialité (faire la fête, se retrouver dans un foyer), la défense des droits, le souci de faire connaître et reconnaître sa culture dans l'environnement social. D'une manière générale, ces associations ont des difficultés à créer des liens avec leur environnement pour diverses raisons ; soit elles se confrontent à des partenaires sociaux portant un regard accusateur sur leur "communautarisme", soit de par les difficultés même de leurs membres (chômeurs, précaires, analphabètes...), soit elles considèrent l'espace associatif comme lieu réservé aux membres de la communauté. Certaines associations participent activement à des fêtes et des manifestations interculturelles et trouvent là un espace de rencontre et de partage, d'autres souhaitent ouvrir le plus largement possible leurs fêtes et leurs soirées pour faire connaître leur culture. Certaines associations ont transformé leur projet et leur nom, car elles désiraient aider les enfants et les jeunes dans la société française : mise en place d'animations sportives pour les jeunes, soutien scolaire aux enfants... L'association est souvent portée par son président, c'est lui qui décide, dirige, représente et rend des comptes, les espaces de décisions collectives existent peu et là encore c'est l'activité qui prime sur le cadre. D'une manière générale, la loi 1901 n'est pas vraiment bien connue.

4. Des associations liées à l'habitat

qui se regroupent autour de questions liées à la dégradation du bâti, de l'environnement mais aussi l'animation du quartier et le lien entre les habitants. Elles ont souvent un caractère revendicatif. Elles se composent de différentes catégories de publics, ouvriers, cadres moyens, personnes issues de l'immigration, immigrés, retraités.... Les personnes qu'elles regroupent sont plutôt "bien intégrées" à la société et interpellent avec aisance les partenaires sociaux, elles sont consultées dans des démarches d'amélioration du cadre de vie. Ces associations sont plutôt bien structurées et organisées collectivement. Actuellement de nouvelles associations se constituent autour de la préservation de l'environne-

ment, elles se revendiquent écologique et citoyenne.

A remarquer...

La forte présence de personnes issues de l'immigration est un indicateur important dans ce paysage associatif. Le fait que les associations soient localisées dans des quartiers où la proportion de population immigrée est importante n'est pas un facteur explicatif suffisant en soi. Les représentations et les discours négatifs sur les immigrés alimentent un mouvement de réaction très important qui se concrétise par un désir de transformation de ces images : "incompréhension entre les communautés", "la culture du Maghreb ce n'est pas ça, il faut la faire connaître aux autres", "valoriser l'image des jeunes d'origine Maghrébine sur la commune", "faire se rencontrer les différentes cultures du quartier"... Les vœux, les projets, en ce domaine sont pléthore. L'association est un espace pour tenter de sortir de la relégation, de restaurer l'image. Ce besoin si fortement exprimé de valorisation identitaire renvoie surtout au fait que la restauration de l'image, la nécessité d'exister avec ses propres valeurs, son histoire de vie est un étayage pour pouvoir se projeter dans la société. Ce besoin ne correspond pas toujours à la stratégie d'adaptation que propose l'environnement social et politique et interroge les politiques d'intégration.

Le recensement dont il s'agit ici a porté sur 160 associations. 50 de ces associations ont été rencontrées pour des entretiens approfondis. Le dialogue avec elles était riche, ouvert, et constructif. Si des tendances extrémistes existent également, elle sont très minoritaires, contrairement aux croyances véhiculées par un certain discours social. Ce même discours suspecte parfois ces associations de ne se créer que pour un but économique mais n'est-il pas normal que dans une société où la reconnaissance sociale passe par un statut professionnel et un salaire, les personnes qui ont besoin d'exister socialement souhaitent une professionnalisation et une rémunération ?

(1) cf. articles P Szinetar et Fonda Rhône-Alpes dans ce même numéro.

(2) Cf. revue Territoires n° 350 "Une Nouvelle Citoyenneté" page 31 à 36 Article "Etat des lieux" P. Gontier et W. Hissar-Houti.

(3) cf. Article A Chaouite dans ce même numéro.